

JEAN-LOUIS BOURLANGES

Député français, ancien membre de la Cour des comptes et député européen

Ali ASLAN

Enfin, je suis ravi de souhaiter la bienvenue à un député français, qui connaît également très bien l'Europe en tant qu'ancien membre du Parlement Européen, M. Jean-Louis Bourlanges. Vous avez la parole, je suis curieux de connaître votre avis sur ce sujet.

Jean-Louis BOURLANGES

Je dispose d'un privilège : on ne me pose pas une question précise. Je vous en remercie. Je voudrais parler d'une façon un petit peu différente : me situer à la fois, à plus long terme, à un niveau de temporalité un peu différent, et également de façon plus politicienne.

Vous avez manié de grandes idées et je voudrais quant à moi, faire un peu de tambouille politicienne à quelques mois des élections européennes. Je crois qu'il est intéressant de voir comment l'Europe se situe, comment le projet européen se situe par rapport à nos sensibilités profondes et comment cette situation retentit sur les échéances électorales.

La première chose à avoir présente à l'esprit c'est le caractère profondément contradictoire des évolutions auxquelles nous sommes confrontés depuis, maintenant, la fin de la Guerre froide, depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Nous avons, après une période de disparition illusoire de la menace, une montée vigoureuse de toutes les menaces qui crée, à nouveau, une pression à l'unification européenne extrêmement forte. L'Europe ne s'est jamais mieux portée que pendant la Guerre froide, notamment pendant la seconde Guerre froide, celle qui a précédé l'effondrement de l'Union soviétique. L'Union européenne est ressentie, à nouveau, comme extrêmement nécessaire du fait des menaces géopolitiques :

- agressivité russe ;
- incertitudes américaines ;
- menace islamiste ;
- menaces économiques avec l'émergence de la Chine et d'une Chine qui a choisi la concurrence dure. Nous ne sommes pas confrontés au « doux commerce » cher à Montesquieu mais à quelque chose de plus âpre ;
- menaces écologiques avec les problèmes climatiques que nous avons évoqués avec Laurent Fabius.

Ils nous donnent vraiment le sentiment que nous ne pouvons faire face à tout cela qu'ensemble. De ce point de vue, jamais la phrase de l'Evangile d'Emmaüs « il se fait tard, restons ensemble » n'a été aussi forte.

Second choc, contradictoire avec le premier, auquel nous devons faire face : une fragmentation totale, inédite et indéfinie des sociétés politiques. Cette fragmentation frappe évidemment la plus grande de ces sociétés : l'Union européenne. D'où les attaques idéologiques de plus en plus vives cette Union, contre le système de Bruxelles. Je suis toutefois très frappé par le parallélisme entre les menaces de dislocation qui frappent l'Union européenne et la fragmentation de nos sociétés nationales. De ce point de vue, le *Brexit* est exemplaire. Nous avons à la fois une tentative réussie de rupture du Royaume-Uni par rapport à l'Union européenne et la manifestation au sein du Royaume-Uni de forces centrifuges particulièrement vigoureuses. C'est la même chose en Espagne, évidemment, avec la Catalogne. Nous avons en réalité plusieurs nations, notamment celles qui avaient été constituées à l'initiative de la France, de l'Angleterre : la Belgique dans les années 1830, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie – qui sont soit détruites par implosion, soit menacées de destruction. Nous avons partout un repli sur des valeurs ethniques de plus en plus restrictives. A l'intérieur de nos sociétés, nous observons une fragmentation sociale, une fragmentation politique, une crise des partis généralistes. Nous assistons à l'éclosion de mouvements qui se réclament de plus en plus d'un mot d'ordre simple : *small is beautiful*. En France, nous avons vu se développer une forme particulière de

sociabilité politique : la ZAD, la zone à défendre. C'est-à-dire quelques arpents de terre autour d'un aéroport à protéger, ou d'une centrale à éviter. Nous avons donc une fragmentation générale du corps social.

Ces deux mouvements sont naturellement contradictoires :

- L'un est centripète et favorise la réunification du continent, la constitution d'une union forte sur d'autres bases, d'ailleurs, que l'union ouverte et échangiste de naguère, une union plus défensive, condamnée à gérer une révolution copernicienne. C'est l'Europe au milieu des nations et non pas les nations au cœur de l'Europe.
- La seconde est centrifuge. Nous devons gérer des forces d'implosion qui conduisent à un repli identitaire, à un repli protectionniste, à un repli antiélitiste et à une incapacité à dégager des actions communes.

Face à cela, nous avons un chamboulement très profond du jeu politique européen. Je le définirai assez simplement en disant : premièrement un recul profond – Emmanuel Macron devrait en être plus conscient qu'il ne l'est, me semble-t-il – du progressisme européen. Celui-ci est battu en brèches. Nous abordons la mondialisation en termes positifs. Désormais nous nous heurtons au protectionnisme. Nous défendons l'Europe migratoire mais nous sommes priés de protéger, de trier, voire de refouler des populations qui viennent du large. Sur le plan de l'organisation politique, nous nous proposons d'assurer la défense des droits fondamentaux. C'était un corpus très fort. Ce corpus demeure encore puissant notamment à la Commission. Il est toutefois désormais concurrencé par des valeurs plus agonistiques, fondées sur le souci de protéger nos territoires et nos sociétés d'une menace d'intrusion de moins en moins tolérée.

Nous sommes confrontés à des attentes conservatrices. On veut conserver le climat, l'intégrité de nos populations et nos modes de vie. On veut conserver, notre niveau de vie, l'euro, la sécurité. Tous les projets actuellement – ce n'est pas illégitime : le conservatisme est quelque chose de tout à fait légitime – sont conservateurs, y compris chez ceux qui se veulent réformateurs. Les réformateurs veulent réformer mais c'est en réalité pour conserver, en particulier l'héritage humaniste de l'après-guerre. Le progressisme et le conservatisme ont partie liée car le progressisme et aujourd'hui un héritage plus encore qu'un projet.

Le conservatisme prend deux formes. Une forme « gatopardiste », emprunté à Lampedusa : changer quelque chose pour que tout reste pareil. C'est aujourd'hui le courant dominant : que devons-nous changer pour rester ce que nous sommes ? Il faut faire plus de contrôles européens aux frontières, plus de solidarité de la zone euro, avoir une politique beaucoup plus volontaire et cohérente en matière de lutte contre le réchauffement climatique, affirmer notre sécurité pour nous protéger contre des menaces extérieures, renforcer la lutte contre le terrorisme et défendre bec et ongles nos valeurs démocratiques. Un ensemble d'actions qui nourrissent un courant que je qualifierais d'euro-réformiste : une Europe à la fois conservatrice et réformatrice.

Face à cela, nous observons un mouvement faussement conservateur, à la fois réactionnaire et révolutionnaire qui dit : « nous ne pouvons pas nous reconnaître dans l'héritage d'ouverture et de multilatéralités des fondateurs de l'Europe. Il ne s'agit pas de préserver cet héritage mais de le congédier. Il faut réagir en profondeur. Cela donne naissance à des courants populistes qui se déclinent sur trois plans :

- Un courant identitaire, c'est-à-dire souverainiste, protectionniste, xénophobe ;
- Un courant égalitaire ensuite : « nous en avons assez d'être dirigés par des élites qui nous mènent à la mondialisation, à tout ce que nous ne voulons pas, etc. » C'est cela qu'on qualifie de courant populiste, au sens strict du terme ;
- Un courant autoritaire enfin : « la démocratie ne nous permet pas de nous battre. Il faut mettre en cause le libéralisme ».

Le jeu politique se joue donc entre :

- un progressisme qui a du plomb dans l'aile ;
- un conservatisme réformateur qui cherche une voie moyenne ;
- un conservatisme ultra réactionnaire qui n'hésite pas, sous prétexte de tout conserver, à tout chambouler.

Comment le conservatisme ultra peut se distribuer sur le plan des élections européennes ? Le conservatisme réactionnaire est très fort, mais il est limité parce qu'il est révolutionnaire et qu'il fait peur. Je suis entièrement d'accord avec ce qui a été dit par Nicolas Véron à l'instant. L'euro est une réussite absolue politiquement, je ne dirais pas économiquement car ce n'est pas mon sujet. Tout le monde se rallie à l'euro. D'abord les mouvements de gauche. Cela a commencé par Tsipras qui a fait une vraie conversion, suivi par Podemos à gauche et par les droites néerlandaises et autrichiennes. Tous ceux qui étaient dans une attitude de contestation ont accepté l'euro. Nous avons une espèce d'affadissement du discours anti-européen d'une partie des populistes. En même temps, électoralement, toutes les projections faites – nous venons de faire une étude à l'Institut Jacques Delors là-dessus assez intéressante – montrent que les mouvements populistes devraient plafonner autour de 20-25 %. Ils ne seraient sans doute pas en mesure de représenter une contre-majorité dans le futur Parlement européen.

Deuxième caractéristique de la future carte euro-parlementaire : la fin du *condominium* PPE-PSE. Pourquoi ? Parce que, et la droite et la gauche, sont traversées en profondeur par les nouvelles tendances électorales. La gauche est divisée entre une social-démocratie en crise profonde et un populisme anti européen. Les sociaux-démocrates auront du mal à structurer l'espace idéologique de la gauche.

A droite, du côté du PPE, c'est la même chose. Le PPE est profondément divisé. Il a beaucoup de mal à verrouiller l'espace de la droite. Il conservera en son sein le parti de Viktor Orbán mais son objectif essentiel sera de récupérer la droite Polonaise. Si la Pologne rejoint le camp européen – les élections locales ne sont pas mauvaises de ce point de vue –, les Hongrois deviendront ce qu'ils ont toujours été en Europe, ce qu'ils ont toujours eu vocation à être c'est-à-dire les plus intelligents des marginaux et les plus marginaux des intelligents ! Nous n'en sommes pas encore là. Le PPE aura du mal à demeurer aussi puissant qu'hier et le condominium qu'il exerce traditionnellement avec les socialistes ne contrôlera plus à lui seul l'espace euro-parlementaire.

Emmanuel Macron avait bien espéré faire une sorte de parti hégémonique au centre. Cela ne marchera pas parce que les forces du centre sont trop éclatées. En fait personne n'a la volonté d'aller aussi loin que lui dans l'ambition européenne. Il faut mentionner aussi cette forme particulière de réformisme conservateur européen qu'est le mouvement écologique qui a manifestement le vent en poupe et jouera un rôle non négligeable dans la formation des futures majorités euro-parlementaires. Nous vivons donc dans un système multipartisan qui sera extrêmement complexe parce qu'il combinera une pulsion progressiste et mondialisatrice qui reste très forte à la Commission, une pulsion conservatrice et réformatrice plutôt orientée à droite et une pulsion conservatrice de type écologiste. Cela permettra sans doute de résister à l'étau populiste de la droite et de la gauche profondes et d'éviter la paralysie institutionnelle et politique du Parlement mais ne permettra pas de réaliser des avancées aussi éclatantes que celles dont rêvait Emmanuel Macron dans les premiers mois de son quinquennat.

Nous pouvons rappeler en conclusion que la vraie devise de l'Europe, celle qui a ma préférence en tout cas, a toujours été celle du grand poète belge Henri Michaux : « ne désespérez jamais, faites infuser davantage ! ».